



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)
Situation actuelle de l'insécurité alimentaire aiguë - Août 2018
 16ème cycle d'analyse IPC

Créé le juin 2018
Validité d'août 2018 à juin 2019

PRES DE 13,1 MILLIONS DE PERSONNES ISSUES DES MILIEUX RURAUX VIVENT EN INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUË CORRESPONDANT AUX PHASES DE CRISE (3) ET D'URGENCE (4) DE LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE DE L'IPC

PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'analyse intégrée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle menée en juin 2018 révèle une situation préoccupante pour 23% de la population rurale alors que le pays disposerait d'un potentiel agricole pour nourrir environ 2 milliards de personnes. Cet exercice a bénéficié des résultats de l'évaluation de la campagne agricole 2017-2018 qui a permis de quantifier le déficit alimentaire net à 22%, ce qui corrobore l'estimation des 23% de ruraux en situation de crise alimentaire conduisant aux conclusions suivantes :

- Environ 13,1 millions de personnes sont estimées en phases 3 et 4 (phase de crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë). Ceci représente 23% de la population rurale des 101 territoires sur un total de 145 territoires ;
- Les zones affectées par les conflits armés et inter-ethnique/communautaire continuent à être les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire aiguë. En effet, 9 territoires ont été classés en phase 4 ou phase d'urgence. Il s'agit des territoires de Djugu (Ituri) ; Kalemie, Nyunzu et Manono (Tanganyika) ; Mitwaba et Pweto (Haut Katanga) ; Kamonia et Mweka (Kasaï) ; et Miabi (Kasaï-Oriental). Trente et un autres territoires en phase 3 sont éparpillés à travers le pays, y compris dans les zones dites stables ;
- Plusieurs facteurs sont à la base de cette détérioration globale de la sécurité alimentaire observée entre juin 2017 et juin 2018. Il s'agit principalement de la montée marquée des conflits armés dans le pays en 2017, particulièrement en Ituri et Sud-Kivu et l'extension des affrontements dans le Tanganyika et le grand Kasaï. Ces conflits ont provoqué de nouveaux déplacements des populations et détérioré davantage la sécurité alimentaire des ménages ;
- Le narratif commun de la nutrition en RDC évalue à environ 6 millions d'enfants malnutris et 7,2 millions de femmes souffrant d'anémie confirmant l'ordre de grandeur estimé par l'IPC 2018 ;
- Le nombre des zones de santé en alerte est passé de 7,5% en 2017 à 14% de l'ensemble des zones de santé du pays en 2018 ;
- Faible couverture sanitaire pour les femmes enceintes, allaitantes et les enfants en particulier en plus d'une économie rurale limitée à la subsistance ;
- Près de 50% des pertes de production du maïs dues à la chenille légionnaire d'automne et autres ravageurs de cultures ;
- Pauvreté généralisée en milieu rural limitant l'accès financier aux services de base et à certains groupes d'aliments riches en protéine animale.

RESULTATS POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

CONSOMMATION ALIMENTAIRE : des nombreuses évaluations de la sécurité alimentaire d'urgence révèlent en moyenne 50 à 60% des ménages avec un score de consommation alimentaire pauvre et limite. Le pourcentage des ménages avec un score de consommation alimentaire acceptable oscille entre 10 et 20% selon les résultats des évaluations EFSA, les évaluations multisectorielles des besoins humanitaires, celles des CMP, RRRP, mVAM/FSMS, CAID, Pro-routes, MSA, etc. Environ 60% des ménages ruraux consomment un seul repas par jour à base de manioc et/ou de maïs accompagné de légumes et rarement de légumineuses et autres sources de protéines animales. Le rapport de suivi de la campagne agricole 2017-2018 et de la sécurité alimentaire met en exergue des déficits criants de productions et de rendements à l'hectare affectées par l'attaque de chenille légionnaire d'automne sur la culture de maïs et autres ravageurs de cultures, en plus de perturbations de la pluviométrie ayant sensiblement occasionnées des pertes post récoltes. Selon plusieurs missions de terrain (au cours de la période d'analyse), les populations en déplacement ne consomment que moins des protéines animalières.

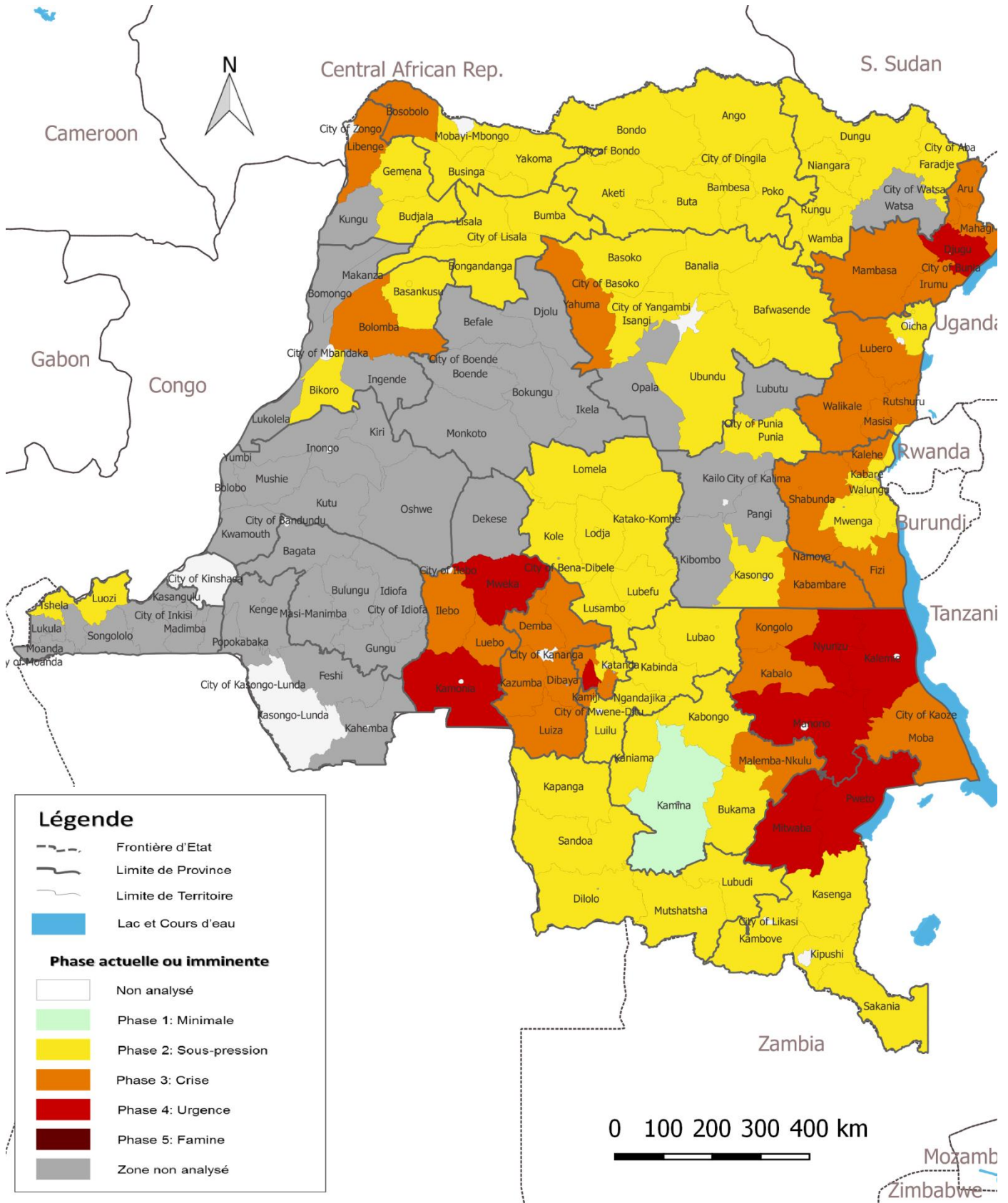
Pour en savoir plus :

- Robert Ngonde, Ministère de l'Agriculture – ngonde_robert@yahoo.fr;
- Busambo Paul, Secrétariat technique, GTT- IPC paul.busambo@fao.org

Partenaires de l'analyse et organisations de soutien



CARTE DU IPC – SITUATION ACTUELLE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUË AOUT 2018



Pour en savoir plus :

- Robert Ngonde, Ministère de l'Agriculture – ngonde_robert@yahoo.fr;
- Busambo Paul, Secrétariat technique, GTT- IPC paul.busambo@fao.org

Partenaires de l'analyse et organisations de soutien





ÉVOLUTION DES MOYENS D'EXISTENCE : près de 60 à 70% des ménages ruraux vivent de l'agriculture de subsistance, et celle-ci demeure la principale source de nourritures et de revenus malgré les perturbations climatiques, l'insécurité dans certaines zones de l'Est du pays, la dégénérescence du matériel de reproduction et l'extrême rareté d'animaux d'élevage, et la volatilité des prix des denrées alimentaires de premières nécessités (période de récolte/période de soudure) en sus de la situation phytosanitaire alarmante. Le rapport de la mission conjointe d'évaluation de la campagne agricole 2017-2018 révèle près de 50% des pertes de production du maïs dû à la chenille légionnaire d'automne, la présence de la mouche blanche sur le riz, le puceron noir sur le bananier, l'acarien vert sur le manioc, la Tuta absoluta sur la tomate et la mouche de fruits. Selon le profilage de quelques zones des moyens d'existence, sur quatre groupes de richesses, les très pauvres et les pauvres occupent environ 60 à 70% tandis que les moyens et les nantis couvrent entre 20 à 30% des ménages. L'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en urgence confirme qu'environ 39% des ménages ont recouru à des stratégies d'urgence, 46% à de stratégies de crise, 13% à de stratégies de stress et 1% seulement aucune stratégie.

ÉTAT NUTRITIONNEL : en RDC, on estime à plus de 4 millions d'enfants souffrant de la malnutrition aiguë. Les résultats des enquêtes SMART menées entre janvier et juin 2018 révèlent des prévalences de malnutrition aiguë globale supérieures à 12% et des taux de malnutrition aiguë sévère égales ou supérieurs au seuil d'alerte de 2% indiquant une situation nutritionnelle préoccupante. Le système de surveillance nutritionnelle, sécurité alimentaire et alerte précoce (SNSAP) montre une situation nutritionnelle en dégradation entre 2017 et 2018 marquée par l'augmentation continue du nombre de zones de santé en alerte : de 45 au 3^{ème} trimestre 2017 à 53 au 4^{ème} trimestre 2017 et de 77 au 1^{er} trimestre 2018 à 68 au 2^{ème} trimestre de 2018. Il ressort donc que le nombre moyen des zones de santé en alerte a doublé par rapport au 15^{ème} cycle IPC, passant de 39 par trimestre en 2017 à 73 par trimestre pour la période allant de janvier à juin 2018, soit une augmentation de 87%. En termes de couverture nationale, le nombre des zones de santé en alerte est passé de 7,5% en 2017 à 14% de l'ensemble des zones de santé du pays en 2018. Cette augmentation du nombre de zones de santé en alerte qui passe du simple au double corrobore pratiquement l'allure de l'augmentation de la population en crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë et en urgence (phases 3 et 4 de l'IPC 16^{ème} cycle), en sus d'une parfaite corrélation entre l'évolution des indicateurs de sécurité alimentaire et ceux de nutrition.

MORTALITE : selon EDS, un enfant sur dix meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans, et le Programme national de nutrition révèle que la malnutrition est la cause directe ou indirecte de près de la moitié des cas de décès en RDC. Il ressort donc qu'avec l'augmentation des cas de malnutrition dans les différentes zones de santé du pays, le taux de décès soit aussi en hausse. Les enquêtes SMART menées dans le pays entre janvier et juin 2018 révèlent des taux de mortalité rétrospective qui sont presque tous supérieurs au seuil d'urgence de 2 décès par jour pour 10,000 habitants. Dans certains territoires de la région du Kasai (Demba, Dimbelenge, et Kamiji), le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans dépasse 4 décès par jour pour 10,000 habitants. Ceci dénote une situation d'extrême urgence. Par ailleurs, le Système National d'Information Sanitaire (SNIS) indique des taux de mortalité intra hospitalier qui sont relativement élevés, notamment dans les régions affectées par les épidémies (rougeole, choléra, diarrhée etc.) et dans celles affectées par la maladie à virus Ebola (Equateur, Nord Kivu et Ituri).

FACTEURS DE RISQUE A SURVEILLER

- La présence des groupes armés locaux et étrangers ;
- Les conflits intercommunautaires, fonciers et de pouvoir coutumier en sus de kidnappings observés dans certains territoires des provinces du Nord et du Sud-Kivu ainsi que les éleveurs Mbororo dans la province de Haut Uélé ;
- L'afflux des réfugiés Centrafricains, Sud soudanais et Burundais signalé respectivement dans les provinces de Nord Ubangi, Bas Uélé et Sud-Kivu ;
- Les épidémies de choléra, rougeole, et la flambée de cas de paludisme en plus de la maladie à virus Ebola ;
- La résurgence des maladies zoo/phytosanitaires notamment la chenille légionnaire d'automne, la striure brune de manioc, la mosaïque africaine de manioc, le wilt bactérien du bananier, la peste de petits ruminants, la peste porcine et la pseudo peste aviaire, le criquet etc. ;
- Des perturbations climatiques à la base des inondations, de glissements de terrain, des érosions et des éboulements en plus de changement observé dans la mise en œuvre et le suivi du calendrier agricole ;
- L'avènement des élections présidentielles et législatives de décembre 2018 ;
- Le niveau très élevé des prix de certaines denrées alimentaires de base;
- Et la mesure interdisant l'accès aux parcs sous la gestion de l'ICCN des populations rurales/locales etc.

Pour en savoir plus :

- Robert Ngonde, Ministère de l'Agriculture –
ngonde_robert@yahoo.fr;
- Busambo Paul, Secrétariat technique, GTT- IPC
paul.busambo@fao.org

Partenaires de l'analyse et organisations de soutien





Population Table

Level 1 Name	Total # (pp)	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		# of people in phase or worse	
		#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Autres Provinces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bas Uélé	1,205,277	178,556	15	962,330	80	64,392	5	0	0	0	0	1,026,722	85
Equateur	1,162,116	202,288	17	797,967	69	161,865	14	0	0	0	0	959,832	83
Haut Uélé	1,461,651	575,081	39	753,309	52	133,268	9	0	0	0	0	886,577	61
Haut-Katanga	2,784,163	906,242	32	1,344,925	48	323,685	12	209,315	8	0	0	533,000	20
Haut-Lomami	3,774,202	2,170,886	58	1,249,622	33	305,706	8	47,993	1	0	0	1,603,321	42
Ituri	5,077,384	573,436	11	1,615,974	32	2,171,438	43	716,539	14	0	0	2,887,977	57
Kasai	3,811,044	652,453	17	980,753	26	1,463,491	38	714,353	19	0	0	2,177,844	57
Kasai Central	3,388,728	541,802	16	1,885,857	56	722,274	21	238,804	7	0	0	961,078	28
Kasai Oriental	1,853,742	351,599	19	1,199,296	64	220,377	12	102,096	6	0	0	1,521,769	82
Kongo Central	819,309	290,018	35	469,473	57	59,819	7	0	0	0	0	529,292	64
Kwango	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kwilu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lomami	3,042,353	1,187,142	39	1,476,054	49	338,256	11	40,904	1	0	0	1,855,214	61
Lualaba	2,171,930	755,278	35	1,314,304	60	121,320	6	0	0	0	0	1,435,624	66
Maniema	1,257,194	274,167	22	696,112	55	219,827	17	67,089	5	0	0	286,916	22
Maï-Ndombe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mongala	2,381,882	846,212	36	1,502,028	63	33,643	1	0	0	0	0	1,535,671	64
Nord Ubangi	1,344,078	485,343	36	759,685	57	99,050	7	0	0	0	0	858,735	64
Nord-Kivu	6,376,843	2,001,272	31	2,756,424	43	1,117,709	18	501,448	8	0	0	1,619,157	26
Sankuru	1,911,392	364,914	19	1,346,610	70	199,875	10	0	0	0	0	1,546,485	80
Sud Ubangi	1,827,876	417,200	23	1,211,621	66	179,341	10	19,717	1	0	0	1,410,679	77
Sud-Kivu	5,750,643	2,098,030	36	2,906,676	51	633,784	11	112,164	2	0	0	3,652,624	64
Tanganyika	2,925,673	462,219	16	912,077	31	948,210	32	603,173	21	0	0	603,173	21
Tshopo	1,893,426	422,505	22	1,220,789	64	250,131	13	0	0	0	0	1,470,920	77
Tshuapa	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grand Total	56,220,906	15,756,643	28	27,361,886	49	9,767,461	17	3,373,595	6	0	0	13,141,056	23

Pour plus d'informations, contactez le groupe de travail technique :

Robert Ngonde, Ministère de l'Agriculture – ngonde_robert@yahoo.fr; Dieudonné Vangu, Ministère de la Santé - vangugomad@yahoo.com; Monika Milandu, Ministère de Solidarité et Action humanitaire – monika.victorine@yahoo.com; Trésor Aguba, CAID/Primature - taguba@caid.cd; Pembe Lero, PAM – pembe.lero@wfp.org ; Busambo Paul, Secrétariat technique, GTT- IPC – paul.busambo@fao.org

Unité de soutien global de l'IPC : www.ipcinfo.org

Partenariat Mondial IPC : ACF, CARE, CILSS, EC-JRC , FAO, FEWSNET, gFSC, IGAD, Oxfam, PAM, SICA, Save the Children, et UNICEF.